

DECLARATION DE POLITIQUE GENERALE

GROUPE DES ÉLUS COMMUNISTES

Conseil Régional
Réunion du 20- 21 octobre 2011

Intervention liminaire d'Eric Berroche

Monsieur le Président,

Mes chers collègues,

En octobre 2009, lors d'une session du Conseil régional, le représentant de l'UMP, notre collègue Dominique De Legge avait consacré l'essentiel de son discours liminaire à défendre la réforme territoriale, celle de la fiscalité ainsi que la RGPP.

Avec le talent et la finesse qu'il sait parfois mobiliser, il avait dressé un inventaire des critiques formulées ici ou là et ponctué sa démonstration de propos très aimables à notre égard, assimilant nos diverses expressions à des « réquisitoires » forcément « dogmatiques » et vous accusant même, Monsieur le Président, « d'avoir franchi la ligne jaune » !

Et comme notre collègue est très malin, il avait tenté de nous faire douter de nos convictions en nous classant « dans le camp des irréductibles conservateurs ».

Et, en fin stratège, Monsieur De Legge avait gardé le meilleur pour la fin et, sollicitant le bon sens, il nous avait déclaré, je le cite : « je ne vois pas qui, aujourd'hui, remettrait en cause, ces réformes structurelles ».

Monsieur de Legge et ses amis ont, aujourd'hui, la réponse...une première réponse, une réponse claire et nette apportée par les élus de notre pays, et singulièrement ceux du Morbihan.

Bien au-delà des rangs de la gauche parfois, les élus en ont assez des discours stigmatisants à leur égard et des décisions qui accroissent les difficultés des collectivités et de leurs habitants.

Comme nous, ils ont parfaitement compris cette réforme et comme nous, ils n'acceptent pas ces réformes imposées « à la va vite » et inspirées par le dogme de la réduction des dépenses publiques, un dogme qui accroît les difficultés et les tensions dans notre société.

Ils attendent, à juste raison, de la situation que leur vote a créée, le basculement du Sénat à gauche, que cela permette, entre autre, de dire « stop » et de poser les termes d'un nouveau pacte entre l'Etat et les collectivités incluant évidemment la question de leurs ressources et de la fiscalité.

Si le Gouvernement semble lâcher un peu de lest aux élus, il ne cède rien sur l'essentiel et il ambitionne de contraindre les collectivités à réduire leurs dépenses de 200 millions d'euros supplémentaires.

Pour justifier ces intentions et d'autres, les mesures passées et à venir, ils mettent en œuvre une pédagogie sournoise.

Tout d'abord, ils font tourner en boucle le refrain de la dette et du déficit publics comme pour organiser la culpabilité collective, le renoncement à vivre dans une société de progrès et de justice.

Ils tentent de poser ces constats, les chiffres qui les confortent, comme des évidences incontestables, la vérité absolue.

Cette méthode leur permet de justifier la terrible régression sociale en œuvre depuis qu'ils dirigent le pays et de préparer d'autres lendemains plus sombres encore.

Ils cherchent à obtenir la reddition définitive du peuple français cerné par des "réalités" et des "contraintes" qui justifient toutes les régressions: l'explosion de la pauvreté, le recul de l'âge de la retraite, les suppressions de postes dans l'Education nationale, la dégradation inquiétante des services publics, le recul du pouvoir d'achat, les licenciements, et évidemment la contestation de toutes les politiques publiques...etc.

Ils tirent sur toutes les ficelles qui font la fortune des films à sensation en endossant le rôle des sauveurs de la France qui nous évitent le pire!

Comme ils ne peuvent plus prétendre être très populaires, ils déclinent le thème de la nécessité et du courage en renvoyant tous les autres à leur ignorance et à leur couardise...et ils nous occupent avec des discussions sur la taxation des boissons sucrées et le prix des cigarettes; ils feignent de se disputer sur les coûts d'entrée dans les parcs d'attraction et, à les entendre, les grandes fortunes commencent de trembler!

C'est grotesque: à la vérité, l'actuel Président de la République a accru le déficit qu'il semble découvrir aujourd'hui.

Il est tout de même notoire que les cadeaux fiscaux, les exonérations diverses et les allègements de charge ont impacté les recettes...et les dépenses du budget de la France.

Les ressources existent donc pour permettre d'entrer autrement dans ce siècle qui s'ouvre en associant le développement économique et le progrès pour tous.

Pourquoi ces ressources, dont chacun sait qu'elles sont considérables ne sont-elles pas mobilisées pour des projets et des politiques utiles?

Répondre à cette question suppose évidemment de poser des actes inspirées par des valeurs d'égalité et de justice fiscale et sociale, donc de réduire les différences entre les riches et les pauvres mais surtout de contester la prégnance du capital, ce culte de l'argent qui dévaste tout sur son passage...

En France, depuis 2007, vous pouvez gagner 300 000€ par an et toucher de l'argent des impôts.

Il est tout aussi évident que la spéculation et le capital sont largement sous-taxés et qu'il y a des leviers pour dégager de nouvelles ressources et promouvoir des politiques plus justes et plus efficaces !

C'est un des enjeux de la période qui s'ouvre et nous entendons honorer tous les rendez-vous qui permettront d'en sortir par le haut...avec la même détermination que celle qui nous guide pour mettre en œuvre, dans des conditions difficiles, tous les engagements que nous avons pris devant les électeurs de notre région.

Le résultat des élections du 25 septembre, le changement de majorité au Sénat nous confortent dans nos ambitions et ceci constitue un point d'appui considérable pour les échéances à venir.

Qu'il me soit permis, en conclusion, de souligner que les bretons ont grandement contribué à cette nouvelle situation politique et il n'est pas anodin de constater qu'ils l'ont fait sur des bases claires, celles d'une gauche qui rassemble dans la diversité et qui gagne !

Puisse la victoire de nos trois amis socialistes, communistes et écologistes, Odette Herviaux, Michel Le Scouarnec et Joël Labbé nous inspirer pour l'avenir...